

Collaborateurs

Volume 13, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001142ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)

1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2010). Collaborateurs. *Globe*, 13(2), 215–218. <https://doi.org/10.7202/1001142ar>

COLLABORATEURS

✦ ✦

Gaétan Breton a obtenu un Ph. D. de la City University de Londres. Dans les domaines de la comptabilité et de la gestion, il a publié plusieurs articles, notamment dans *Journal of Accounting, Auditing and Accountability, Accounting and Business Research, Society and Business Review, Review of Accounting and Finance* ainsi que dans *Financial Accountability and Management*. Il a aussi publié une douzaine de livres. Il s'intéresse particulièrement à la sociologie de la comptabilité et à ses aspects communicationnels.

Gilles Dupuis est professeur agrégé au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal et codirecteur du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises. Comparatiste de formation, il est spécialiste de la littérature québécoise contemporaine. Il est également membre des comités de rédaction de la revue *Intermédialités* et du magazine *Spirale*. Il a publié, en collaboration avec Klaus Ertler, *À la carte. Le roman québécois (2000-2005)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2007 et, avec Dominique Garand, *Italie-Québec. Croisements et coïncidences littéraires*, Québec, Nota bene, 2009.

Marie-José Fortin est professeure au département Sociétés, Territoires et Développement de l'Université du Québec à Rimouski et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial. Elle détient une formation en architecture de paysage (Université de Montréal), en développement régional (Université du Québec à Chicoutimi) et en géographie (Université Paris 1-Panthéon Sorbonne). Par l'étude du paysage, elle s'intéresse aux rapports que des communautés locales construisent avec leurs territoires habités et, plus particulièrement, à la place qu'occupent les activités de production dans les perspectives contemporaines de développement des territoires. Ses travaux portent sur les dynamiques sociales et les processus de négociation entourant l'implantation de projets industriels et de grandes infrastructures. Ses projets de recherche actuels portent sur la filière de l'énergie éolienne, l'industrie touristique et les entreprises bioalimentaires. Ses travaux ont été publiés dans divers ouvrages collectifs (*Sciences du territoire*, 2008, Presses de l'Université du Québec; *Le développement social. Un enjeu pour l'économie sociale*, 2006, Presses de l'Université du Québec) et revues scientifiques (*Développement durable et territoire*, vol. 1, n° 2, 2010; *Vertigo*, vol. 9, n° 1, 2009; *Environnement Urbain*, vol. 3, 2009; *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 26, n° 8, 2006; *Le Géographe Canadien*, vol. 46, n° 4, 2002; *Environmental Conservation*, vol. 26, n° 3, 1999) et professionnelles (*Liaison Énergie-Francophonie*, vol. 83, n° 2,

2009; *Les Annales des Ponts et Chaussées*, n° 104, 2002). Pour une liste détaillée de ses projets de recherche et publications, voir www.uqar.ca/chaieres/drt.

Sophie Le Floch est chargée de recherche au Cemagref de Bordeaux. Elle s'intéresse particulièrement au paysage, selon une approche géographique, en tant qu'expression des relations ordinaires à l'espace et à la nature, ainsi qu'en tant qu'objet d'action collective spatialisée. Elle développe une réflexion sur la place du paysage au sein de controverses d'aménagement et sur la question politique de la participation des populations aux orientations collectives en matière de paysage.

Alexandre Lévesque est un historien diplômé de l'Université Laval. Déposé au printemps 2010, son mémoire de maîtrise porte sur les représentations du conflit israélo-arabe parmi les responsables politiques québécois entre 1944 et 1995. Il s'intéresse aux manifestations de la culture politique québécoise, principalement dans le domaine de la politique étrangère.

Thibault Martin détient un doctorat de l'Université Laval en sociologie (2001) pour lequel il a obtenu le *prix d'excellence* de la Faculté des sciences sociales. Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur les questions autochtones, notamment *De la banquise au congélateur: mondialisation et culture au Nunavik* (2003, UNESCO et Presses de l'Université Laval), primé par l'Association internationale des sociologues de langue française. Il a codirigé le premier ouvrage de synthèse sur les enjeux politiques, juridiques et théoriques de la question autochtone au sein de la francophonie que ce soit en Afrique, Amérique du Sud, Québec ou Polynésie (*Autochtonies. Vues de France et du Québec*, Presses de l'Université Laval, 2009). Il s'intéresse aux stratégies développées par les communautés autochtones afin de s'insérer dans la modernité sans pour autant perdre leur identité et leurs valeurs. Après avoir enseigné la sociologie des questions autochtones à l'Université de Winnipeg, il est aujourd'hui professeur de sociologie à l'Université du Québec en Outaouais.

Martin Pâquet est professeur agrégé au Département d'histoire de l'Université Laval depuis 2002. Il est aussi, depuis 2010, titulaire de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). Ouvrant en anthropologie historique, il s'intéresse aux diverses manifestations de la culture politique québécoise et canadienne, de 1791 à nos jours, ainsi qu'à l'histoire des migrations et aux usages publics du passé. Parmi ses livres, notons *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Boréal, 2005; en collaboration avec Michel De Waele, *Québec, Champlain, le monde*, Presses de l'Université Laval, 2008, et, en collaboration avec Marcel Martel, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Boréal, 2010.

Pierre-Olivier Pineau, Ph. D. HEC Montréal, est professeur agrégé en Méthodes quantitatives de gestion à HEC Montréal. Il est un spécialiste des politiques énergétiques, notamment du secteur de l'électricité. Ses publications portent sur l'investissement stratégique, l'intégration des marchés de l'électricité au Canada et dans le

monde et l'impact des accords de libre-échange et de la privatisation des compagnies d'états dans les pays en développement. Il a notamment travaillé en Finlande, au Pérou et au Cameroun sur les questions de politiques énergétiques. Il est éditeur adjoint de la revue *Energy Studies Review* et membre du comité éditorial de la *International Journal of Energy Sector Management*. Il siège au conseil d'administration de l'Association canadienne d'économie de l'énergie. Il est également directeur adjoint HEC Montréal du *Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, procédés et services* (CIRAIG). Avant d'être à HEC Montréal, il a été professeur à l'Université de Victoria (C.-B.) de 2001 à 2006.

Stéphane Savard détient un doctorat en histoire de l'Université Laval (2010). Il étudie les différentes manifestations de la culture politique dans le Québec du XX^e siècle, plus particulièrement celles entourant les questions identitaires et les enjeux énergétiques. Stagiaire postdoctoral (FQRSC) à l'Université Concordia et au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), il analyse les luttes de représentations symboliques et identitaires qui surviennent entre les différents acteurs sociopolitiques au sujet de l'énergie (de 1960 à 2010), principalement en ce qui concerne les projets et orientations d'Hydro-Québec. Il codirige actuellement avec Jérôme Boivin un projet de recherche sur l'histoire des groupes de pression dans le Québec des XIX^e et XX^e siècles, projet qui mènera en 2011 à la publication d'un ouvrage collectif chez Septentrion. Il est également l'auteur de nombreux articles scientifiques, dont : « L'instrumentalisation d'Hydro-Québec par l'Union nationale (1944-1960) : quels rôles pour le développement hydroélectrique ? », Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010 ; « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 9, n° 1-2 (2009) et « Quand l'histoire donne sens aux représentations symboliques : l'Hydro-Québec, Manic-5 et la société québécoise », *Recherches sociographiques*, vol. 50, n° 1, 2009.

Louis Simard est professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il est responsable du programme de premier cycle en administration publique et directeur adjoint de l'École d'études politiques. Il détient un doctorat en sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris et une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal. Ces travaux de recherche portent sur l'analyse des instruments d'action publique, la sociologie politique de l'environnement et de l'énergie et les dispositifs de délibération, de concertation et de négociation ainsi que sur l'apprentissage organisationnel. Il est notamment l'auteur de : « Conducting Projects in Uncertain Times. The Case of Electric Power Lines », *Public Works Management & Policy*, vol. 12, n° 4, 2008, p. 578-589 ; « Négocier l'action et l'utilité publiques. Les APC du transport de l'électricité en France et au Québec », *Revue Négociations*, vol. 2, 2006, p. 93-106 ; « "Preparing" and "Repairing" Public Debate : Organizational Learning of Promoters in Environmental and Energy Governance », *Gouvernance*, vol. 2, n° 2, 2006, p. 7-18. Il a été l'un des directeurs et auteurs de *Le débat public en apprentissage. Regards croisés sur les expériences française et québécoise*,

Paris, L'Harmattan, 2005 ; le coauteur de l'article « Public participation in strategic environmental assessment (SEA): Critical review and the Quebec (Canada) approach », *Environmental Impact Assessment Review*, 2010 et l'auteur des chapitres « Ce que débattre nous apprend. Éléments pour une évaluation des apprentissages liés au débat public » et « Le BAPE et l'institutionnalisation du débat public au Québec: mise en œuvre et effets » dans Martine REVEL, Cécile BLATRIX, Loïc BLONDIAUX, Jean-Michel FOURNIAU, Bertrand HÉRIARD DUBREUIL et Rémi LEFEBVRE (dir.), *Le Débat public: une expérience française de démocratie participative*, Paris, La découverte, 2007.

Jean-Philippe Warren est titulaire d'une chaire d'études sur le Québec et professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia. Auteur de plus d'une centaine d'articles dans des revues savantes et intellectuelles, ces travaux l'ont mené à s'interroger, dans une perspective sociologique, sur l'institutionnalisation politique, sociale et éthique de la modernité. Il a récemment publié *Une Douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008 ; *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007 ; *Hourra pour Santa Claus! La commercialisation de la saison des fêtes au Québec (1885-1915)*, Montréal, Boréal, 2006.